

## Après

**Respectable Loge, Etoile des Mascareignes, Orient de Saint-Pierre, Ile de La Réunion, Région 3**

Les dogmes de l'ultralibéralisme sont-ils compatibles avec nos valeurs républicaines ?

### Constats

L'ultralibéralisme domine dans les économies des pays occidentaux les plus riches.

Les échanges commerciaux se font à l'échelle de la planète dans des délais souvent brefs donc la majorité des pays en subit les conséquences négatives. La crise sanitaire actuelle en est une démonstration.

La mondialisation, corollaire de l'ultralibéralisme, a pour principale raison d'être la course aux bénéfices à travers la quête effrénée du moindre coût.

Tous les aspects de nos vies sont de plus en plus régies par les lois du marché. Tout doit pouvoir être soumis à la concurrence dans le but d'enrichir une minorité de puissants. L'individualisme, la possession et l'accumulation de richesses la norme sont la norme.

L'Etat, les politiciens n'œuvrent plus trop dans le sens du bien commun mais selon les diktats, les intérêts des grandes banques et des multinationales qui font la pluie et le beau temps partout sur la planète.

L'Union Européenne qui était sensée améliorer nos vies nous a, au contraire, entraîné dans une logique d'austérité délétère pour l'ensemble de nos services publics : les secteurs de la santé, de l'éducation, de la justice, des transports ou de la défense en sont quelques exemples.

Le monde de la finance est désynchronisé de l'économie réelle, il poursuit sa propre logique cupide et amoral d'accroissement infini de ses gains sans aucune considération de l'humain ni de la planète. Tout est prétexte à spéculation.

L'endettement des Etats a explosé au profit des banques d'affaires

Notre société et nos modes de vie ont été impactés négativement par ces codes de fonctionnements axés autour de.

La surexploitation de notre planète est la conséquence directe de la propagation des méthodes ultralibérales dans le monde.

La pandémie en cours a révélé aux yeux de tous la fragilité de notre système économique et financier national. Cela est aussi vrai à l'échelon européen ou mondial.

### Pistes de solution

Les secteurs de la santé, de l'éducation, de l'éducation, de la justice, de l'eau, de l'énergie des transports ou de la défense doivent rester sous le contrôle de l'Etat, donc non soumis directement aux lois du marché mais selon un principe d'utilité publique.

Réviser tout traité visant à priver la France de son pouvoir de décision dans les domaines précités

Relocaliser certaines activités industrielles essentielles stratégiques sur notre territoire ou en Europe

Nos choix de politique économique doivent être faits dans l'intérêt supérieur du pays et de ses citoyens en conformité avec nos valeurs républicaines.

Donner un vrai pouvoir de contrôle et donc de sanctions aux organismes de contrôle de l'action économique.

Recréer une banque centrale nationale et mener une politique de relance économique par l'investissement.

Les flux financiers doivent pouvoir être tracés et contrôlés par les Etats.

Les entreprises françaises ou s'établissant en France doivent payer leurs impôts en France.

Les paradis fiscaux européens doivent être supprimés.

Rétablir certaines barrières douanières pour les activités essentielles pour le libre exercice de notre souveraineté.

Développer l'économie sociale et solidaire

Protéger le développement d'une agriculture nationale comblant le plus possible nos besoins alimentaires, dans le respect de notre santé et de celle de la nature

Privilégier les circuits courts lors des échanges économiques.